



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2937
15 novembre 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Face à la vague de licenciements

Il faut une riposte générale!



COP 29

**Sale temps
pour l'humanité**

page 16

Retraites

**Le gouvernement
toujours à l'attaque**

page 3

Espagne

**Une colère
légitime**

page 9

Leur société

- Jours fériés : pas un de trop 3
- Wauquiez-Barnier : larrons en foire contre les retraites 3
- Revalorisation du smic : loin du minimum nécessaire 3
- Guerre de 1914-1918 : des millions de morts, mais pourquoi ? 4
- Aides au développement : les bénéficiaires 4
- Le Maire au Sénat : sans complexe 4
- Amsterdam : gros mensonges pour couvrir un vrai massacre 5
- Migrants dans la Manche : liberté de circulation ! 5
- Sarkozy : amuseur pour noces et banquets patronaux 5
- Marseille : rue d'Aubagne, tous les responsables ne sont pas au procès 6
- Aide sociale à l'enfance : une situation terrible 6
- Pouvoir d'achat des fonctionnaires : l'État à l'offensive 7
- École Henri-IV - Chartres : il faut des AESH ! 7
- Collège Jean-Perrin Paris 20^e : de petits effectifs dans les classes ! 7
- Police : elle entre sans frapper 7
- Antilles : contre la vie chère et pour la dignité ! 11
- Europe : tous d'accord pour préparer la guerre 16
- Euronaval : salon du prêt-à-bombarder 16

Dans le monde

- Gaza : un peuple assassiné 8
- Israël : un député anti-guerre suspendu 8
- Croisade mouvementée 8
- Espagne : le poids des eaux et celui du profit 9
- Haïti : l'étreinte des gangs se resserre 9
- États-Unis : le piège de l'alternance 10
- Afghanistan : les femmes emmurées vivantes 10
- COP 29 : sale temps pour l'humanité 16

Dans les entreprises

- Les syndicats et les licenciements : le poison du protectionnisme 11
- Auchan 12
- Safran - Villaroche 12
- Michelin - Cholet et Clermont-Ferrand 13
- Airbus Atlantique - Nantes 13
- SNCF - Rennes 14
- Dumarey - Strasbourg 14
- AMIS - Montluçon 14
- SNCF : la riposte nécessaire 15

Agenda

- Conférence du Cercle Léon Trotsky 3
- Fêtes régionales 3

Michelin, Auchan... une colère à transformer en lutte de tous les travailleurs !

« Ça fait 50 ans que Michelin nous a usé la santé, et en cinq minutes, ils nous virent », « Michelin assassin », « menteurs »... C'est avec colère que les ouvriers des usines de Cholet et de Vannes, dont le groupe a annoncé la fermeture, ont accueilli les représentants du gouvernement.

Ils ont mille fois raison et il faut souhaiter que cette colère se répande et pousse à la mobilisation générale. Car des dizaines de milliers de travailleurs sont attaqués sur l'essentiel : leur emploi et leur gagne-pain.

Avec les équipementiers automobiles MA France, Valeo et Dumarey, le chauffagiste Saunier Duval, le chimiste Vencorex, les multinationales Airbus, Michelin, Stellantis, mais aussi Sanofi, Casino, Auchan..., chaque semaine apporte son lot de licenciements massifs ou de fermetures d'entreprise. À ceux-ci il faut ajouter la faillite de centaines d'entreprises plus petites, des artisans confrontés à la baisse du pouvoir d'achat de leur clientèle, des fournisseurs et des sous-traitants étranglés par leurs grands donneurs d'ordre.

C'est inacceptable et il n'y a pas à s'y résigner. Le grand patronat et ses défenseurs justifient cette hécatombe par la crise. Mais où est-elle pour Michelin qui affiche deux milliards de profits annuels ? Où est la crise pour Sanofi, Airbus, Valeo qui augmentent leur chiffre d'affaires et les dividendes versés à leurs actionnaires ?

On nous dit que la concurrence chinoise jouerait comme un rouleau compresseur sur toute l'industrie. Mais la concurrence, nationale et internationale, n'est pas une nouveauté, elle est même à la base de la jungle capitaliste. Et tous les grands groupes en jouent pour arracher la meilleure part du gâteau.

Ce sont des rapaces. Ils en veulent toujours plus, comme tous les groupes capitalistes. Oui, ils se livrent une guerre féroce, mais ils la mènent avec la peau des travailleurs du monde entier qui ne sont, à leurs yeux, que des moyens de production, des pions qu'ils peuvent acheter, vendre ou jeter. « Des esclaves salariés », disait Marx.

Et, en effet, ces groupes capitalistes se comportent en maîtres du monde qui disposent des êtres humains comme de la nature. Ils peuvent priver des milliers de salariés de leurs moyens d'existence et transformer des régions entières en déserts industriels. S'ils peuvent faire quelques millions de plus, ils se moquent de polluer et de bouleverser le climat. Et c'est encore pour leurs

intérêts que les États se font la guerre et qu'ils nous enfoncent dans un monde barbare.

Face à ces capitalistes, rois des temps modernes, les politiciens sont pitoyables. Du RN au NFP en passant par Macron et Barnier, ils passent leur temps à nous expliquer qu'il « faut réindustrialiser le pays ».

Mais aujourd'hui, il n'y en a pas un pour défendre l'interdiction des fermetures des sites industriels et des suppressions d'emplois ! Il n'y en a pas un pour obliger Michelin à assurer les emplois et les salaires à Cholet et à Vannes ! Pas un pour demander la répartition du travail entre tous les salariés chez Airbus, Sanofi, Valeo, Auchan... !

La famille Mulliez (Auchan, Décathlon, Leroy Merlin, Kiabi, Saint-Maclou, Norauto...) possède plus de 50 milliards d'euros. Assurer les salaires aux 2 400 employés dont elle prétend devoir se débarrasser ne lui coûterait rien par rapport à ce patrimoine colossal.

Il faut réquisitionner les profits présents ou passés de tous ces groupes pour donner les garanties demandées par les salariés. Mais il n'y a pas un seul politicien qui ose l'affirmer. Parce qu'il n'y en a pas

un seul décidé à affronter réellement les grandes familles bourgeoises régnautes.

Leur empressement à dénoncer les Chinois, la concurrence étrangère, les normes ou la mauvaise politique de l'Union européenne n'est que poudre aux yeux. Il n'est là que pour faire diversion et cacher leur servilité vis-à-vis des licenciés à la tête de tous ces groupes.

Ce que le gouvernement ne fera jamais, les travailleurs doivent l'imposer par la lutte, il n'y a pas le choix. Pour les milliers d'ouvriers et d'employés menacés d'être envoyés au chômage, le combat commence aujourd'hui.

Cela fait des années qu'il n'y a pas eu de luttes massives et victorieuses, opposant la classe ouvrière au grand patronat. Mais les travailleurs n'ont rien perdu de la force que leur donne leur supériorité numérique. Surtout, c'est d'eux que dépendent les profits et les fortunes des capitalistes, et cela leur donne de quoi imposer un rapport de force favorable contre tous ces parasites.

Alors, à condition de s'unir et de s'organiser, les travailleurs ont la force de mener le combat pour leurs intérêts et pour se faire respecter !

Nathalie Arthaud



Jours fériés : pas un de trop

Le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Antoine Armand, propose de supprimer un jour férié.

« L'objectif doit être d'accroître le nombre d'heures travaillées sur l'année, pour pouvoir financer notre modèle de protection sociale auquel nous tenons tous » a déclaré le ministre au journal *Les Echos*. Son acolyte, Laurent Saint-Martin, ministre chargé du Budget, renchérit : « Travailler davantage pour participer à l'effort de redressement va dans le bon sens. » Le Sénat avait pour sa part publié en septembre un rapport proposant la même solution pour « reconstruire le modèle des Ehpad », ce qui aurait rapporté selon les rédacteurs 2,4 milliards d'euros. La chasse aux jours fériés est donc ouverte.

On sait que certains osent tout, mais il faut avoir un culot de ministre pour

affirmer qu'on ne travaille pas assez quand des plans de licenciements en série sont annoncés et que des travailleurs doivent se battre pour ne pas être privés d'un emploi et d'un salaire qu'ils voudraient bien conserver. Quant à travailler plus, toutes celles et ceux qui doivent se contenter d'un salaire au rabais parce que leur patron les oblige à travailler à temps partiel ne demanderaient pas mieux. Et que dire de tous les endroits où il manque du personnel, hôpitaux, usines ou bureaux ? Il suffirait d'y embaucher autant que nécessaire pour augmenter ce fameux nombre d'heures travaillées dans le pays qui tient tant à cœur aux ministres. Le gouvernement se garde bien de le faire dans

les services publics et reste complice des patrons ailleurs. Ses ministres s'emploient en revanche à mener contre les chômeurs qui, disent-ils, ne voudraient pas travailler, une campagne parallèle à celle développée sur les salariés qui ne travailleraient pas assez.

D'ailleurs, de quel modèle de protection sociale parle Antoine Armand ? Est-ce celui où des patients attendent des heures sur un brancard aux Urgences, celui où les files d'attente s'allongent aux Restaurants du cœur, où les habitants des grandes villes en rentrant chez eux voient des sans-abri dormant à même le sol, et où des retraités sont obligés de compléter leur maigre revenu en distribuant des prospectus ?

Ce n'est pas à ceux qui s'usent déjà au travail de trimer davantage. Si le gouvernement cherche de



l'argent, qu'il le prenne dans la poche de ses amis, licenciés et profiteurs capitalistes, seuls responsables du déficit budgétaire et du démantèlement des services publics. Les 73 milliards de dividendes que les

40 plus riches d'entre eux ont versés aux actionnaires en 2023 vont bien au-delà de ce que prétendent récupérer Barnier et ses ministres en supprimant un jour férié.

Daniel Mescla

Wauquiez-Barnier : larrons en foire contre les retraites

Pour boucher le trou du budget, le Premier ministre Barnier proposait, entre autres, de décaler de janvier à juillet la revalorisation des pensions de retraite.

Vu la hausse des prix, cela signifiait gruger les retraités de 4 milliards d'euros pour l'année 2025.

Laurent Wauquiez, l'homme fort de ce qui reste de la droite, a joué au bouclier des retraités et obtenu, dit-il, que les pensions soient revalorisées de la moitié de

l'inflation au 1^{er} janvier, soit 0,9 %. Puis, au 1^{er} juillet, les retraites inférieures au smic seraient à nouveau revalorisées pour ne pas être grignotées par la hausse des prix.

Wauquiez et le ministre du Budget qui a accepté cette proposition calculent que cela « coûterait »

800 millions d'euros à l'État sur cette période. En fait cela lui permettrait d'économiser 3,2 milliards d'euros aux dépens de tous les retraités, puis une somme inconnue aux dépens de ceux dont la pension excède le smic et qui resterait sans doute bloquée après le 1^{er} juillet. Comme cadeau, on a déjà vu mieux !

Le pragmatique Wauquiez, qui sait parler au petit peuple, a calculé

que cela permettrait à une aide-soignante percevant une retraite de 1 000 euros d'avoir 200 euros en plus sur l'année, soit moins de 17 euros par mois. Et d'ajouter que, certes, ce n'est pas grand-chose mais quand on vit petitement, c'est déjà ça... Il ne dit pas que le tout équivaldrait à une diminution car les retraites au-dessus

du smic resteraient bloquées jusqu'au 1^{er} janvier 2026. Et il ne dit surtout pas que cette misérable arnaque servira à trouver les milliards que les dynasties bourgeoises de la finance, de l'armement, de l'industrie et du grand commerce consomment et dilapident jour après jour.

Paul Galois

Revalorisation du smic : loin du minimum nécessaire

Le smic a été revalorisé le 1^{er} novembre, soit deux mois plus tôt que d'habitude. Avec une augmentation de 2 %, les salaires de millions de travailleurs vont rester très insuffisants par rapport à l'explosion du prix de la vie.

Le Premier ministre Barnier a eu l'audace de présenter la revalorisation du smic le 1^{er} novembre, plutôt que le 1^{er} janvier, comme une mesure sociale en faveur du pouvoir d'achat des classes populaires. Le smic passe à 1 426,30 euros net par mois, ce qui ne constitue même pas un rattrapage à la hauteur de l'inflation, en particulier de l'explosion des prix de l'électricité, du gaz, des loyers et des courses alimentaires. Le fait

que la revalorisation ait été avancée de deux mois est forcément une bonne nouvelle pour les plus de trois millions de travailleurs concernés. Mais cela veut aussi dire que la prochaine revalorisation n'aura peut-être lieu que dans 14 mois, le 1^{er} janvier 2026.

L'État aide les patrons à maintenir les salaires à la cave, et leur montre même l'exemple. Ainsi, 230 000 agents de la fonction publique sont payés six

centimes en dessous du smic revalorisé le 1^{er} novembre. La Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) a donc annoncé qu'elle leur verserait ces fameux six centimes, et pas un centime de plus... sous la forme d'une prime mensuelle, pour ne pas augmenter leur salaire de base ! Enfin, il y a tous les autres salaires, bloqués depuis des années, et qui n'augmenteront pas au 1^{er} novembre.

Les travailleurs doivent pouvoir vivre dignement avec un salaire qui suive systématiquement le coût réel de la vie.

Marlène Stanis

Cercle Léon Trotsky

Le système de santé, malade de la financiarisation

Samedi 23 novembre à 15 heures

Théâtre de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

Fêtes régionales

Caen

Samedi 16 novembre de 15 heures à 23 h 30

Maison de quartier de la Folie-Couvrefief, place Dom Aubourg

débat avec Nathalie Arthaud à 18 heures

Compiègne

Samedi 16 novembre à partir de 16 heures à Margny-lès-Compiègne



1914-1918 : des millions de morts, mais pourquoi ?

La commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918, mettant fin à la boucherie mondiale de 1914-1918, a été l'occasion pour Macron d'effectuer une énième célébration historique, domaine sans risque qu'il affectionne. Cette année, il était accompagné par le Premier ministre britannique, Keir Starmer.

Cette célébration n'a pourtant pas eu droit à la même pompe que d'autres événements, telle la commémoration du débarquement de juin 1944. Et alors que Barnier inaugurerait à Meaux la reconstitution d'une tranchée, Jean-François Copé, le maire de cette ville, déclarait sur France Inter qu'« on n'avait pas besoin d'un jour férié pour commémorer le 11-Novembre ! » Phrase qui est bien dans l'air du temps, puisque le grand patronat

veut voler des jours de congé aux travailleurs, mais qui a quand même été jugée déplacée par ceux qui y voient une offense aux « morts pour la patrie ».

À travers des documents de l'époque et du film *Les Sentiers de la gloire*, les médias ont quand même remis en mémoire l'horreur de cette guerre qui a fait 18 millions de morts. Pour la France, le bilan fut de 1,7 million de morts, auxquels se sont ajoutés

4 millions de blessés. On a pu voir sur des chaînes de la télévision ce que fut l'enfer vécu par les soldats sur le front entre la France et l'Allemagne : la violence des combats, la boue dans les tranchées où ils survivaient avant de monter à l'assaut, sous une pluie d'obus, l'inutilité des combats, dans lesquels des dizaines de milliers d'hommes laissaient leur peau en une seule attaque pour gagner quelques dizaines de mètres de territoire. Les documents ont rappelé aussi les révoltes des soldats en 1917, suivies par l'exécution « pour l'exemple » de ceux désignés comme meneurs.

Mais à quoi donc ont servi cette guerre et ses



ISABELLE BOIDANGHEIN LP

À Chauny, le monument aux fusillés pour l'exemple.

millions de morts ? Bien peu l'expliquent car il faudrait dire qu'elle était le résultat de la rivalité entre grandes puissances impérialistes pour la conquête de nouveaux territoires, à commencer par l'Afrique. Grande-Bretagne et France occupaient de vastes espaces, et face à elles les empires centraux, Allemagne et Autriche-Hongrie, cherchaient aussi à élargir leur zone d'influence. Chaque

État avait besoin de s'ouvrir des débouchés et de piller les richesses d'autres pays.

Cette concurrence entre requins a conduit à sacrifier toute une génération d'hommes jeunes, et moins jeunes, sous prétexte de « défense de la patrie. » Et c'est le même système économique qui règne aujourd'hui et qui est prêt à recommencer ce qui n'était décidément pas « la der des ders. »

Marianne Lamiral

Aides au développement : les bénéficiaires

Le projet de budget du gouvernement Barnier comprend une réduction de deux milliards d'euros de l'aide au développement, soit entre un quart et un tiers de ce que l'État français verse pour aider, dit-il, des pays en voie de développement.

Un certain nombre d'associations ont protesté, mettant en avant les activités qui étaient ainsi financées en direction des enfants, pour l'égalité des femmes, pour la santé, l'éducation, l'écologie, etc. Ces actions existent et c'est heureux. Les services de l'État en font d'ailleurs la promotion sur leurs sites à l'aide de magnifiques illustrations et de statistiques flatteuses, du moins avant réduction des budgets. Mais cet arbre charitable cache mal la forêt impérialiste.

Ainsi, la marine des Philippines a annoncé le

5 novembre l'acquisition de 40 patrouilleurs français pour renforcer sa défense en mer de Chine. Ce marché de 408 millions d'euros sur plusieurs années est le fruit de « l'aide au développement » apportée par la France. Au nom du développement, un spécialiste en affaires maritimes est délégué en permanence auprès des autorités philippines. De même, un accord de coopération de sécurité et de défense a été conclu en 2023 entre les Philippines et la France. Un industriel français, spécialisé dans ce type de constructions,

a été aidé pour ouvrir un chantier dans ce pays et y développer une construction navale moderne. Il va bien entendu se voir attribuer le marché, moitié sur ses chantiers français, moitié aux Philippines. Et les 408 millions d'euros seront bien sûr pris sur l'aide au développement.

Une bonne partie de cette aide va donc rentrer dans les caisses d'un capitaliste français et servir à renforcer l'armée d'un pays qui est une brigade avancée de l'impérialisme dans son encerclement du rival chinois. Les incidents sont en effet quasi quotidiens entre les patrouilleurs et les pêcheurs philippins et leurs homologues chinois autour des îlots déserts de la mer de Chine. Les 40 nouveaux patrouilleurs vont venir à l'appui de ces interventions.

En matière d'aides au développement, il y a fort à parier que Barnier réduira celles consacrées à la lutte contre l'illettrisme et les épidémies. On ne va tout de même pas toucher à celles qui abondent les bénéficiaires des capitalistes français... et aggravent les tensions guerrières.

Paul Galois

Le Maire au Sénat : sans complexe

Le 7 novembre, l'ancien ministre des Finances Bruno Le Maire était invité à s'expliquer au Sénat sur la dérive du déficit public en 2024 : 6,1 % du PIB (produit intérieur brut) presque deux points de plus que prévu, soit plus de 41 milliards de différence.

Dans cette pièce de théâtre, on a vu un très compétent ministre des Finances, trompé par ses services, rejeter la faute sur le nouveau gouvernement. En effet, a-t-il affirmé : « Il y a eu une grave erreur technique d'évaluation des recettes. » Mais, a-t-il précisé, « à aucun moment, le ministre n'intervient dans ce calcul, [...] l'étanchéité entre les services » étant le moyen d'éviter « toute manipulation ». Quant aux difficultés rencontrées, elles tenaient « à 80 % à la crise et au covid ».

Par ailleurs, dit Le Maire, il s'est toujours soucié des mesures à prendre, en les proposant au gouvernement. Bien sûr il s'agissait de « propositions d'économies fortes » comme en février 2024, au moment de la nouvelle donne stratégique, au vu de

l'évaluation de la situation internationale. Elles étaient impopulaires mais nécessaires...

Parfaitement sûr de lui et de sa parole « libérée », s'affirmant solidaire du gouvernement d'Élisabeth Borne, y compris quand sa proposition n'était pas reprise, l'ancien ministre a dispensé un long cours d'économie à son auditoire. Il s'est affiché en gestionnaire modèle, convaincu qu'il fallait s'en prendre « au volume excessif des dépenses publiques, au poids de la dépense sociale et au volume de travail insuffisant » : des propositions tout à fait dans l'esprit de son successeur !

Quant au fait que cette dépense publique a surtout servi à augmenter les profits capitalistes, ce n'est pas cette enquête du Sénat qui le montrera.

Sylvie Maréchal



DOMAINE PUBLIC

Aide au développement... des marchands d'armes français.

Amsterdam : les gros mensonges des soutiens de Netanyahou

Jeudi 7 novembre, des supporters israéliens ont été pris à partie à la sortie d'un match de foot opposant l'Ajax Amsterdam au Maccabi Tel Aviv. Cinq personnes ont été hospitalisées, 62 interpellées. Aussitôt, politiciens et médias sont montés au créneau.

La maire d'Amsterdam a parlé d'« explosion d'antisémitisme », Macron de violences « qui rappellent les heures sombres de l'histoire », Joe Biden d'« abjectes attaques antisémites ». Il fallait vraiment tendre une oreille attentive pour comprendre ce qu'il s'était réellement passé. En fait, la veille au soir, ces mêmes supporters israéliens avaient décroché un drapeau palestinien d'une façade avant

de le brûler, et juste avant le match, des vidéos les montraient entonnant des chants à la gloire de l'armée israélienne, hurlant : « Laissons Tsahal gagner pour finir les Arabes » et hurlant « Fuck you Palestine. » Personne n'a pourtant qualifié ces propos provocateurs ni ces actes d'« explosion de racisme », préférant affirmer que les supporters avaient été attaqués parce que juifs. Mais ce qui ressort des

vidéos est que les supporters du Maccabi soutenaient le massacre d'enfants et de femmes à Gaza.

Bien sûr, s'en prendre à une centaine de supporters de foot d'extrême droite ne peut en aucun cas régler le problème de la guerre au Proche-Orient, ni celui des Palestiniens. Peut-être même y a-t-il eu des propos antisémites proférés lors de ces violences. Mais ce sont bien les dirigeants occidentaux, ceux qui aident le gouvernement israélien à mener sa sale guerre, qui alimentent l'antisémitisme, lorsqu'ils tirent fausement un trait d'égalité entre « Juif » et « défenseur de la politique de l'État

israélien ».

Cet épisode a été exploité par Netanyahou, relayé par les dirigeants occidentaux, dont Macron, et une bonne partie des médias pour alimenter la campagne taxant d'antisémitisme tous ceux qui condamnent le terrorisme d'État israélien, de façon à les faire taire.

Un match France-Israël devant avoir lieu jeudi 14 novembre au stade de France, Macron a annoncé qu'il y assistera. Il ne veut démontrer rien d'autre que son soutien à Netanyahou, à son gouvernement d'extrême-droite et au massacre des Palestiniens.

Camille Paglieri



Des supporters du Maccabi arrachant un drapeau palestinien à Amsterdam avant les affrontements.

MAX BLUMENTHAL X

Migrants noyés : Retailleau pousse-au-crime

Deux embarcations de migrants ont été secourues dans la Manche dimanche 10 novembre, et 51 personnes ont été ramenées à Calais.

D'autres ont eu moins de chance. De nouveaux corps sont retrouvés régulièrement sur les plages, portant le sordide bilan à plus de 60 morts depuis le début de l'année. C'est le résultat d'une politique gouvernementale menée sciemment. Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, qu'ils accusent s'était réjoui dans un tweet début octobre de « l'engagement héroïque » des policiers pour empêcher les traversées, tout en ajoutant cyniquement que « cette efficacité avait des conséquences néfastes

avec une augmentation des décès. »

La traque sans relâche dont est victime le millier de personnes massées le long du littoral les pousse à prendre toujours plus de risques. Pour éviter que les policiers ne les empêchent de partir, notamment en crevant les canots sur les plages, ceux-ci sont mis à l'eau en amont des traversées et les migrants embarquent directement dans l'eau. Ces départs précipités entraînent des situations chaotiques. Les bousculades mortelles et les noyades se

multiplient. C'est ce qui explique que, depuis le début de l'année, la moitié des décès a eu lieu à moins de 300 mètres du littoral.

Comme l'a constaté le maire du Portel, une commune du littoral, « les politiques qui ont été menées par les différents gouvernements depuis quinze ans ne fonctionnent pas. On n'empêchera jamais ces migrants de vouloir traverser. »

Une solution s'impose pour mettre fin à ces situations révoltantes : ce serait d'ouvrir les frontières et de garantir la liberté de circulation et d'installation pour tous.

David Mencas



Migrants en janvier 2023.

TURPIN

Sarkozy : amuseur pour noces et banquets patronaux

Invité à l'édition 2024 des Rencontres de l'avenir, l'ex-président Nicolas Sarkozy a déclaré que la France ne peut plus se payer un million d'enseignants.

Et d'ajouter, en substance, que ces derniers sont payés à ne rien faire ou pas grand-chose, pendant six mois de l'année seulement, pour un emploi que tout un chacun pourrait assurer, au moins dans les petites classes.

Ces stupidités habituelles venaient à l'appui d'une diatribe contre les fonctionnaires et sur les économies qu'on pourrait faire en sabrant dans la fonction publique. Le propos est courant à droite et à l'extrême droite, mais, en l'occurrence, le cadre leur donnait un certain relief.

Les Rencontres de l'avenir, où se presseraient chaque année quelques milliers d'aficionados de la libre entreprise, servaient cette année entre autres au lancement du médicament anti-obésité du laboratoire Novo Nordisk, un marché estimé à 100 milliards de dollars d'ici 2030. Novo Nordisk a sponsorisé ces rencontres et a commandé une étude au cabinet Antarès, propriété de l'organisateur de l'événement, pour qu'elle y soit débattue. La question intéressait

également d'autres sponsors, un capitaliste du bio, des sociétés de conseil dans le médical, dont celle du frère de Sarkozy, car le monde est petit. Il ressort sans doute de tout cela que la puissance invitante, Novo Nordisk, est un bienfaiteur de l'humanité qui mérite les milliards de profits que son médicament va lui rapporter, les subventions et l'autorisation de mise sur le marché dont il a bénéficié.

Le même ronronnement de discours prépayés et bien huilés a joué pour les autres sponsors. C'est habituel à ce genre de sauterie patronale, comme il est habituel qu'elle consomme un peu d'argent public, en l'occurrence celui de la ville de Saint Raphaël et du département du Var. Il y faut évidemment un amuseur pour faire rire et flatter un parterre de patrons et leur cour. Cette année, c'était Sarkozy. Quand il avait raté sa réélection en 2012, il se vantait de gagner 200 000 euros par conférence. On doit pouvoir le louer maintenant pour beaucoup moins cher...

Paul Galois

Procès de la rue d'Aubagne : **tous les responsables ne sont pas là**

Le 7 novembre, après six ans d'attente, s'est ouvert le procès de l'effondrement de deux immeubles du quartier populaire marseillais de Noailles, qui avait fait huit morts le 5 novembre 2018.

Devant une salle comble et chargée d'émotion, étaient appelés seize prévenus et quatre-vingt sept parties civiles, constituées par les familles des victimes, mais aussi par des riverains, évacués après le drame, ainsi que des représentants d'associations militant contre le mal-logement et de collectifs mobilisés pour les droits des personnes délogées. Car depuis lors, plus de 1 300 immeubles ont été évacués pour mise en péril, faisant 8 000 délogés et autant de

traumatismes. Aujourd'hui, 1 200 d'entre eux habitent toujours dans du provisoire. Les familles endeuillées, comme les associations qui les soutiennent, veulent que le procès permette de dénoncer le mal-logement et ceux qui en tirent profit.

Plusieurs prévenus sont accusés d'homicides et blessures volontaires, comme cet ancien adjoint au maire Gaudin, délégué à la prévention des risques urbains, qui avait été alerté deux fois, en 2014 et 2017, sur l'état de ces immeubles. Ou

encore l'architecte-expert qui a autorisé le retour des habitants dans l'un des immeubles, alors qu'il venait d'être évacué pour péril, quelques semaines avant de s'écrouler. Le syndic de la copropriété l'est également, pour n'avoir rien fait, bien que connaissant de longue date son piètre état, de même que le bailleur social Marseille Habitat, qui a laissé pourrir l'immeuble voisin inoccupé, alors qu'il l'avait acquis pour le réhabiliter en 2017.

Les propriétaires des appartements insalubres, eux, sont accusés d'avoir « soumis leurs locataires à des conditions d'hébergement incompatibles avec la

dignité humaine ». Parmi eux, un élu du conseil régional était à la fois copropriétaire et avocat du syndic de la copropriété, pour veiller au grain. Sans honte il a déclaré ne plus pouvoir dormir depuis que son nom a été repris par la presse. Louant à des travailleurs précaires, des sans-emploi ou des étudiants peu fortunés, ces marchands de sommeil sont restés sourds aux inquiétudes de leurs locataires, qui dénonçaient les fissures de plus en plus grandes ou les portes qui ne fermaient plus.

Avec la crise du logement, nombre de propriétaires, petits et grands, profitent de la misère des classes populaires, tandis que les pouvoirs publics laissent faire. Un rapport datant de 2015 établissait déjà que 100 000 Marseillais vivaient dans des logements indignes, surtout dans le centre-ville dégradé et les copropriétés pauvres des quartiers Nord, soit 13 % de la population et jusqu'à 35 % dans des quartiers comme Noailles.

Depuis, rien ou presque n'a changé. Les quelques rénovations n'ont été qu'une

goutte d'eau, car dans le même temps, bien d'autres immeubles sont devenus à leur tour insalubres. Alors que le bâti privé se dégrade toujours plus, 42 000 demandes de logement social seraient en attente. Un responsable de l'association Un centre-ville pour tous, qui lutte contre l'habitat indigne depuis les années 2000, dénonce la spirale infernale de la hausse des prix de l'immobilier et de l'effondrement de la construction de logements sociaux. Pire, 4 500 logements sociaux existants devraient être démolis.

Bien d'autres responsables de ce drame du mal-logement ne seront pas jugés dans ce procès. Les marchands de sommeil et les spéculateurs prospèrent sur la crise du logement, les financiers et les rois du béton préfèrent investir dans le logement résidentiel haut-de-gamme ou les opérations prestigieuses. L'incurie de l'État s'y ajoute, qui ne veut pas imposer la construction massive de logements, alors qu'on compte des millions de mal-logés dans tout le pays.

Correspondant LO



Prise de parole pendant la manifestation du 3 novembre.

Aide sociale à l'enfance : **des vies saccagées**

Dix-neuf personnes assurant l'accueil d'enfants placés ont comparu à Châteauroux pour violences, mauvais traitements, viols.

Le 18 octobre, la procureure a requis jusqu'à sept ans de prison pour les deux principaux protagonistes. Le jugement sera rendu en décembre.

Les faits remontent à la période 2010-2017. La famille incriminée a créé une association qu'elle prétendait en cours d'agrément. Elle avait été signalée comme ne pouvant plus exercer parce qu'elle avait déjà fait l'objet de signalements de maltraitance sur des mineurs et sur ses propres enfants. Elle a alors proposé ses services hors de son département. Face au manque de familles d'accueil, les services de l'ASE, l'aide sociale à l'enfance, lui ont confié des enfants, des adolescents.

Si cette arnaque particulièrement sordide a pu

fonctionner, c'est en raison de l'état désastreux de l'ASE. Au total, 350 000 enfants sont suivis par l'ASE ou retirés de leur famille. Ce sont des pupilles de la nation, des enfants qui subissent des mauvais traitements ou dont les parents sont dans l'incapacité de leur assurer le minimum, (hospitalisés voire emprisonnés). S'y ajoutent des migrants mineurs, dont certains ont aussi subi des mauvais traitements. Parmi les jeunes placés, un certain nombre souffrent de handicaps, voire de maladie mentale.

Pour prendre en charge l'ensemble des enfants, les dotations et les hébergements ne suivent pas. Le conseil départemental du Nord avait réduit les

dotations de 15 % entre 2015 et 2018. En conséquence, 700 places en structures avaient disparu. Au fur et à mesure, tous les départements se retrouvent confrontés à une hausse du nombre d'enfants et à des financements en baisse. Ils se heurtent aussi au manque de places en structures et de familles d'accueil. Alors que plus de la moitié des enfants placés trouvaient une place dans une famille rémunérée et suivie, ils sont moins de 40 % aujourd'hui. Cela tient à la difficulté du travail 24 heures sur 24 et à la faible rémunération des familles d'accueil. Certains jeunes se retrouvent alors hébergés dans des hôtels plus ou moins miteux, et seuls. Cela a provoqué des suicides, à tel point qu'une loi a été adoptée pour empêcher ces placements.

Les professionnels sont soumis à des injonctions

contradictoires. Les juges ordonnent des placements sans souvent pouvoir les faire appliquer ou dans des conditions pires. De plus, le manque de coordination entre les départements permet parfois à des familles maltraitantes d'échapper à la justice. L'institution peut ainsi broyer enfants et parents. Récupérer ses enfants placés, une fois les difficultés de la famille aplanies, est un parcours du combattant car les conditions de logement et de revenus exigées sont quasi

impossibles à réunir pour de nombreuses familles.

Parmi ces jeunes, dont un bon nombre sont jetés à la rue à 18 ans et constituent un quart des SDF, certains plongent dans la délinquance, la prostitution. La société est aussi dure aux pauvres que lorsque Victor Hugo publiait *Les Misérables*, et un Gavroche d'aujourd'hui aurait fini à l'ASE... à moins que, comme son ancêtre, il ne monte sur une barricade pour renverser ce triste état des choses.

Inès Rabah



Manifestation de soutien aux enfants de l'ASE en mai 2024.

Salaires des fonctionnaires : l'État à l'offensive

Le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, a reçu les syndicats de fonctionnaires le 7 novembre. S'il a finalement reculé sur la suppression des différentes catégories de fonctionnaires, marotte de son prédécesseur, Stanislas Guerini, c'est pour annoncer de nouvelles attaques.

Kasbarian a d'abord confirmé la mise en place en 2025 de trois jours de carence en cas de maladie, contre un seul actuellement, ainsi que le versement de seulement 90 % du traitement à partir du troisième jour. Cela devrait représenter une économie de 1,2 milliard d'euros par an aux dépens des travailleurs du secteur public. Il a ensuite déclaré que le point d'indice, qui sert de base de calcul au traitement des 5,67 millions de fonctionnaires, ne serait pas augmenté cette année. Enfin, il a prévenu que la garantie individuelle de pouvoir d'achat, ce mécanisme qui permet aux agents dont le pouvoir d'achat a diminué sur les quatre dernières années de toucher une maigre compensation financière, ne sera pas versée non plus.

Ces annonces ont été qualifiées de « *douloureuses mais nécessaires* »

par Kasbarian. En fait, ce qui les rend prétendument nécessaires est la servilité du gouvernement face au grand patronat et sa volonté de continuer à l'arroser d'argent public, quoi qu'il en coûte à l'ensemble de la société.

Dans ce monde capitaliste en crise, aucun travailleur, quel que soit son secteur d'activité, n'est épargné. C'est l'ensemble du monde du travail qui doit riposter.

David Mencas



École Henri-IV – Chartres : il faut des AESH

Depuis la rentrée de septembre la colère montait dans le groupe scolaire Henri-IV de Chartres, situé dans le quartier populaire de Beaulieu.

Les enseignants ont en effet appris qu'il manquait plus de 50 heures d'AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) sur l'école maternelle et élémentaire.

Les AESH jouent pourtant un rôle indispensable pour aider les élèves concernés et soulager les enseignants. Devant la souffrance engendrée pour les élèves et les difficultés que cela pose pour le bon fonctionnement des classes, l'inspection académique (IA) a été alertée à de nombreuses reprises. Mais aucune réponse satisfaisante n'a été donnée. Les responsables ont même suggéré d'affecter les AESH en priorité aux élèves « explosifs », c'est-à-dire ceux

qui peuvent par leur comportement gêner le fonctionnement de la classe, et tant pis pour les autres. L'ensemble de l'équipe enseignante a alors décidé, si aucune solution n'était trouvée entre-temps, de se mettre en grève au retour des vacances d'automne.

L'inspection académique a alors promis que deux postes complets d'AESH seraient créés dès le lundi de la rentrée, mais ce jour-là une seule AESH supplémentaire était présente. Les enseignants se sont donc mis en grève mardi 5 novembre, à 25 sur 26, en prévenant la presse et les médias. Des banderoles ont été préparées et un rassemblement s'est tenu à

10 heures devant l'école, avec au total plus d'une cinquantaine de personnes, dont la moitié de parents d'élèves solidaires. Tous les présents ont pu exprimer leur colère face aux autorités, qui ne cessent de parler « d'école inclusive » mais, partout, rognent sur les moyens qui pourraient permettre d'y parvenir.

En tout cas, les enseignants d'Henri-IV, encouragés par les nombreux signes de soutien recueillis auprès d'autres collègues, avaient réfléchi à élargir aux nombreux autres établissements scolaires concernés, tel le collège Michel-Chasles d'Épernon, qui est aussi engagé contre la suppression d'heures d'AESH. Depuis, l'IA a annoncé la nomination d'un AESH. Un bon début !

Correspondant LO

Police : elle entre sans frapper

Le ministère de la Justice vient de lancer un portail pour faciliter l'indemnisation des habitants de logements qui ont été dégradés par une intervention policière. C'est en effet la moindre des choses.

Au passage, on apprend qu'en 2023 la police a défoncé par erreur 602 portes d'appartement, soit

presque deux par jour. C'est souvent au petit matin, quand elles dorment encore, que des familles sont brutalement réveillées par le bruit de leur porte enfoncée, juste avant d'être menacées par des policiers en armes qui ont négligé d'utiliser la sonnette... et de s'assurer que c'était la bonne adresse.

Qu'ils se soient trompés de porte ou d'étage, ou pas, ne change rien au fait que la police s'impose beaucoup plus souvent par ses méthodes brutales aux habitants des HLM et quartiers populaires qu'à ceux du 16^e arrondissement de Paris. C'est à cela qu'on reconnaît une police de classe.

L. D.

Collège Jean-Perrin – Paris 20^e : pour des classes à petits effectifs !

La semaine de la rentrée de novembre, les enseignants du collège Jean-Perrin du 20^e arrondissement de Paris ont fait grève pendant quatre jours.

La fermeture de deux classes à la rentrée a dégradé les conditions d'enseignement, la plupart des classes comptant maintenant 25 élèves. Elles sont tellement surchargées qu'il n'y a parfois pas assez de chaises pour tout le monde. Comment alors faire progresser chaque élève, alors que les difficultés et les besoins sont nombreux : situations de handicap, apprentissage du français, problèmes de logement, etc. ? De plus, les AESH, ces adultes qui aident les élèves en situation de

handicap, ne sont pas assez nombreux. Et même le défibrillateur prévu manquait !

Tout le monde sait que l'Éducation nationale aimerait fermer ce petit collège, ce qui ajoute au mécontentement. Le refus persistant du rectorat d'un rendez-vous pour entendre ensemble les professeurs et les parents a déclenché la colère et la quasi-totalité des enseignants ont cessé le travail.

Un « proviseur vie scolaire » envoyé par le rectorat pour faire reprendre les cours a nié le moindre

problème d'effectif ou de fermeture d'établissement. Déterminées à ne pas s'en laisser conter, plusieurs professeures ont quitté la salle de réunion. Les trois jours suivants, les grévistes n'ont pas chômé : unis et en colère, ils ont parlé entre eux et avec les parents de leurs revendications, puis investi le parvis du rectorat. Comme par hasard, un défibrillateur est alors apparu au collège. Sachant très bien que ce n'était pas le problème, les autorités ont aussi proposé d'envoyer des « EMAS », des équipes mobiles académiques de sécurité. Pour finir, les grévistes sont allés demander des comptes au directeur adjoint des affaires

scolaires pour les collèges et au recteur qui accompagnaient la ministre, Genetot, en parade dans un collège du 18^e. Celle-ci n'a pas été très courageuse, préférant fuir en courant devant le slogan : « Des classes, des classes, pas des EMAS ! »

Soutenus par les parents d'élèves et une adjointe au maire PCF venue pour l'occasion, les enseignants sont satisfaits d'avoir marqué le coup et sont convaincus qu'il ne faudra pas en rester là.

Correspondant LO



Gaza : un peuple assassiné

Plus de 43 000 morts en treize mois, dont 70 % sont des femmes et des enfants, selon un récent rapport d'un bureau de l'ONU. Tel est, pour l'instant, le bilan chiffré de la guerre menée par Netanyahu à Gaza.

Le massacre dans la bande de Gaza est pour l'instant concentré sur le nord. Le prétexte affiché par l'état-major, toujours le même, est que les miliciens du Hamas y seraient réfugiés. Les Gazaouis survivants qui parviennent à fuir le champ de ruines qu'est devenue cette zone, devant l'avancée des troupes israéliennes, ne seront pas autorisés à y revenir. Les militaires israéliens organisant et surveillant le déplacement forcé des Palestiniens, le terme de « nettoyage ethnique » n'est pas exagéré. Un porte-parole de l'armée a ajouté que l'aide humanitaire serait autorisée à pénétrer dans le sud du territoire, mais pas dans le nord où, prétend-il, « il n'y a plus de civils ».

Sinistre distinction ! La situation des Gazaouis est tragique pour tous. Dans ce champ de ruines aplaties, comme le décrit une humanitaire autorisée à y entrer, tous

manquent de tout. Les deux hôpitaux plus ou moins encore en fonction dans le nord, Kamla Adwan et Al Awda, ont été bombardés ou ont vu leurs fournitures vitales bloquées. L'approvisionnement en vivres, et même en eau, fait gravement défaut, sans parler

du carburant et de l'électricité. La famine menace à court terme les 400 000 habitants encore présents dans la zone, selon une estimation des Nations unies. Une des réfugiés dans le sud, avec sa famille, a témoigné n'avoir pas mangé depuis des jours : « *Nous sommes venus pieds nus. Nous n'avons pas de sandales, pas de vêtements, rien. Nous n'avons pas d'argent. Il n'y a ni nourriture ni boisson.* »

Ce siège renforcé, qui fait partie de l'offensive accentuée menée par Netanyahu depuis quelques semaines, a fait grimper d'un cran encore l'horreur vécue quotidiennement par la population gazaouie. De loin, les coresponsables à la tête de l'État américain ont fait mine de s'en émouvoir en donnant consigne à leurs alliés israéliens d'autoriser, avant le 13 novembre, le passage

des quarante camions d'aide humanitaire bloqués aux frontières égyptienne et jordanienne. Les livraisons d'armes à l'État israélien risqueraient d'être suspendues... sinon. Une menace bien peu crédible. À la veille de la date fixée, l'ouverture d'un point de passage pour l'aide humanitaire a été annoncée par le gouvernement israélien.

L'annonce par le Qatar de la fermeture du bureau du Hamas de Doha et de l'arrêt de son rôle d'intermédiaire dans les négociations pour un cessez-le-feu est-elle, comme le prétendent des commentateurs, une façon de faire pression sur les dirigeants des grandes puissances pour qu'ils pèsent davantage dans ce sens sur le gouvernement de Netanyahu ? Il faudrait être naïf pour attendre de l'impérialisme qu'il s'en prenne volontairement à un allié qui s'est montré si précieux pour le maintien de sa domination au Moyen-Orient.

Viviane Lafont



Déplacement forcé de Palestiniens du nord de Gaza, le 25 octobre, organisé par l'armée israélienne.

Israël : un député antiguerre suspendu

Oler Cassif, député du Parti communiste, a été suspendu du Parlement israélien, la Knesset, pour six mois par la commission d'éthique de cette assemblée pour avoir dénoncé la barbarie de la guerre menée par l'armée israélienne à Gaza.



Oler Cassif.

Lorsque la Knesset a voté le 28 octobre à la presque unanimité l'interdiction de l'UNRWA (l'agence de l'ONU venant en aide aux Palestiniens), Cassif a fait partie des dix députés ayant voté contre cette décision. Les neuf autres étaient les députés arabes de la Knesset : quatre

de la coalition du Parti communiste et cinq de la « liste arabe unie ».

L'exclusion d'Oler Cassif avait déjà été demandée en février, à l'initiative d'un député du groupe « Israël notre maison », parti officiellement dans l'opposition à Netanyahu. La raison invoquée alors était qu'il avait soutenu la plainte déposée à l'échelle internationale par le gouvernement sud-africain contre les massacres perpétrés à Gaza. Il avait alors manqué 5 voix sur 90 pour atteindre les trois quarts de voix nécessaires à son exclusion.

Maintenant que celle-ci est effective, ce député affirme : « *Mes déclarations politiques contre l'occupation, le nettoyage ethnique, les crimes de guerre et le génocide commis par le gouvernement israélien à Gaza – dont le monde entier est témoin – sont parfaitement fondées.* »

Cette exclusion intervient

alors que le 5 novembre, Netanyahu a limogé son ministre de la Défense, Yoav Gallant. Ce dernier a reçu immédiatement un soutien des dirigeants des quatre partis prétendant représenter l'opposition au gouvernement. Yoav Gallant est du même parti que Netanyahu, le Likoud, et les désaccords affichés avec son Premier ministre concernent la marche de la guerre, dont Gallant en tant que ministre de la Défense a assumé jusqu'à présent toutes les étapes. C'est d'ailleurs Gallant qui, au lendemain du 7 octobre 2023, avait dit à propos des Palestiniens : « *nous combattons des animaux humains* ».

Parmi les dirigeants venus soutenir Gallant, on trouvait le chef du Parti travailliste, Yaïr Golan, et le chef du parti « Israël notre maison », Avigdor Liberman connu pour avoir appelé, il y a quelques années, à « *décapiter à la hache les Arabes israéliens infidèles à Israël* ». Telle est l'opposition parlementaire officielle à Netanyahu, avec laquelle s'affiche le chef du Parti travailliste et qui

comprend des dirigeants pas moins réactionnaires, va-t-en-guerre et anti-arabes que le gouvernement et ses alliés d'extrême droite.

Alors que l'échiquier politique israélien est ainsi orienté vers l'extrême droite, les voix antiguerre, comme

celle d'Oler Cassif ou encore celles des 130 réservistes qui ont signé récemment une pétition disant qu'ils ne retourneraient pas dans leur unité, sont très isolées. Elles n'en sont pas moins le seul gage d'avenir.

Pierre Royan

Croisade mouvementée

Le 7 novembre, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, lors de son déplacement en Israël, a voulu se rendre sur le site d'Eleona, l'un des quatre domaines, tous attachés au culte catholique, détenus par la France à Jérusalem depuis le 19^e siècle, voire pour l'un d'entre eux depuis les croisades. Deux gendarmes français, en civil, se sont alors retrouvés face à des policiers israéliens qui, après une bousculade, les ont arrêtés et les ont conduits au poste.

À l'entrée des lieux, le ministre Barrot a exprimé son indignation face au peu

de respect de la part d'une police israélienne capable de bien pire. A-t-il voulu saisir l'occasion de marquer une distance toute verbale du gouvernement français à l'égard de la politique israélienne ?

En tout cas, le même ministre a tenu à réaffirmer, trois jours après, que la France était « *indéfectiblement attachée à la sécurité d'Israël* ». Et d'ajouter : « *Ce ne sont pas que des mots.* »

En revanche, les faux emportements de ministres ou de Macron contre les massacres à Gaza et désormais au Liban ne sont, eux, que des mots.

Boris Savin

Espagne : le poids des eaux et celui du profit

À Valence, la colère de la population n'a pas cessé depuis les inondations des 29 et 30 octobre qui ont fait plus de 220 morts et de nombreux disparus. Et environ 130 000 personnes ont manifesté dimanche 10 novembre.

La colère ciblait les responsables politiques, incapables de faire face à la situation, aussi bien pendant les pluies diluviennes qu'après leur passage. Les manifestants exigeaient notamment la démission du dirigeant de droite de la région, Mazón, un responsable crapuleux comme la bourgeoisie peut en produire, qui a passé l'après-midi de la tempête au restaurant avant d'activer l'alerte pour inciter la population à se mettre à l'abri, mais bien trop tard. Plusieurs pancartes s'attaquaient aussi au gouvernement central de Pedro Sanchez. Parmi les slogans, on pouvait lire : « *Nous sommes salis par la boue et vous par le sang.* »

Les destructions causées par les inondations sont catastrophiques pour la population, en particulier dans les milieux les plus populaires. 35 000 logements ont été touchés, pour beaucoup complètement détruits. Des dizaines de milliers de voitures ont été emportées par les flots. Beaucoup ont tout perdu, de quoi vivre et de quoi travailler, et

sont encore dans des centres d'hébergement ne sachant pas où aller. À côté des biens matériels, des milliers de travailleurs sont condamnés au chômage pour les semaines et les mois à venir, car nombre d'entreprises, petits commerces ou usines, ont été affectés, sans parler des routes, voies de chemin de fer, ponts, etc. De nombreux habitants touchés par la tempête racontent que bien souvent le seul élément réconfortant des dernières semaines a été de voir arriver des jeunes armés de pelles, venus aider à débayer et à nettoyer.

Face à cela, le gouvernement a tenté de reprendre la main en promettant des aides à hauteur de 14,3 milliards, qui seront bien insuffisantes face à la gravité de la catastrophe. Comment survivre dans une telle situation avec la proposition de chômage partiel, qui diminue le salaire de 30 % ? Comment les milliers de travailleurs pourront-ils reconstruire une maison avec 60 000 euros, le montant maximum de l'aide d'État ? Par ailleurs, il y a fort



Manifestation du 10 novembre à Valence.

à parier qu'une grande partie de ces aides finiront dans les caisses des grandes entreprises et des grands propriétaires immobiliers, comme cela a été le cas lors de la crise du Covid. En fait, les sinistrés devront continuer à se débrouiller comme ils peuvent.

Parmi les mesures prises, aucune ne touche les profits des capitalistes. Ce sont pourtant les spéculateurs de tout poil qui se sont enrichis pendant des décennies avec la construction de centaines de milliers de logements en

zones inondables ! C'est pour le service des patrons que des milliers de travailleurs ont pris leur voiture et se sont retrouvés au milieu des flots à risquer leur vie, voire à la perdre. C'est aussi pour leur service que le signal d'alerte est arrivé si tard, alors qu'il n'était plus possible de se mettre à l'abri et que l'eau montait. Pour les faire payer il ne faudra pas compter sur les gouvernements, ni de gauche, ni de droite. Pas plus qu'il ne faudra compter sur eux pour un éventuel plan de

reconstruction qui protégerait les milieux populaires de futures catastrophes.

Pour résoudre les problèmes urgents de logement, d'approvisionnement en eau et tant d'autres qui touchent des milliers de personnes, ces capitaux devraient être mis sous contrôle des travailleurs. Quant à la crise climatique, elle est bien la crise du capitalisme, à laquelle seule une économie planifiée au service de tous pourrait mettre un terme.

Adrien Baye

Haïti : l'étreinte des gangs se resserre

L'article suivant est extrait du mensuel *La Voix des Travailleurs* édité par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI).

Les tirs sur un hélicoptère de l'ONU survolant le quartier de Gran-Ravine, un quartier contrôlé par le chef de gang « Tilapli » jeudi 24 octobre, les perturbations des vols internationaux, l'attaque de deux véhicules blindés de l'ambassade américaine le 21 octobre battent en brèche les mensonges de la diplomatie internationale et des autorités haïtiennes sur une amélioration de la situation sécuritaire du pays. Par ces actes, les gangs rappellent que ce sont eux les maîtres des lieux.

Il n'y a pas si longtemps, le secrétaire d'État américain, le gouvernement kényan et même des officiels haïtiens parlaient d'avancées dans les luttes contre les gangs. Ils donnaient en exemple la réouverture de l'aéroport international de Port-au-Prince

et une certaine accalmie qui régnait. Des propos qui contredisaient le ressenti de la population mais qui avaient pour but de camoufler leur échec cuisant devant les gangs.

La réalité est que les ambassades occidentales, les classes possédantes et leur

caste politique se fichent de la détérioration de la situation en Haïti. Dans la boue, dans le sang, ils continuent d'engranger des plus-values aux côtés des bandes criminelles. Aussi cruels soient-ils, ces gangs ne mettent pas leur système d'exploitation en question.

Ces derniers n'ont, depuis plusieurs années, concédé aucun pouce de terrain. Les

territoires conquis, même vides, sont tenus et considérés comme des chasses gardées surveillées militairement. Quiconque s'y aventure est repoussé. Le Conseil présidentiel peut en témoigner. En deux occasions, les conseillers ont essayé de s'approcher du Palais national, à chaque fois, ils ont été forcés de rebrousser chemin sous les tirs nourris des gangs. Les riverains qui ont tenté de retourner dans leurs maisons dans certains quartiers sont attaqués pendant la nuit, ceci pour leur signifier qu'ils ne sont pas les bienvenus.

Si les périodes dites d'accalmie permettent à la population de souffler, pour les gangs c'est le moment de procéder à la revue de leurs troupes, de se renforcer en armes et en nombre avant de planifier de nouvelles attaques pour conquérir de nouveaux territoires.

Le 17 octobre, alors que les paillasons du Conseil

présidentiel et ceux du gouvernement de Gary Conille s'étripaient à cause de l'appât du gain et du pouvoir, la coalition des gangs criminels, « Viv Ansanm » a lancé une grande offensive sur les derniers quartiers ou communes du département de l'Ouest qui échappent encore à leur contrôle. Dans leur ligne de mire, les quartiers de Solino, Tabarre 27, la commune de l'Arcahaïe etc. avant d'attaquer les communes de Pétion-Ville et du haut Delmas pour boucler la conquête totale du département de l'Ouest et de la capitale.

Devant l'irresponsabilité, la passivité, la lâcheté du gouvernement et de ses corps de sécurité, les masses populaires ont à se réinventer pour écrire une nouvelle page dans leurs luttes contre l'oppression et l'exploitation. Elles peuvent et doivent le faire en créant, secrètement, leurs comités de lutte.

La Voix des Travailleurs



Haïti le 11 novembre, affrontement entre la police et les gangs.

États-Unis : le piège de l'alternance

Extrait de l'éditorial du journal trotskyste *The Spark* du 11 novembre.

Le 6 novembre, le monde s'est réveillé pour découvrir que Donald Trump avait été élu pour être le prochain président des États-Unis, à partir du 20 janvier.

Beaucoup se sont déclarés choqués et horrifiés. Comment un violeur condamné, un criminel et un président deux fois mis en accusation a-t-il pu être réélu ? La réponse se trouve peut-être dans la nature même de la politique capitaliste.

Tout d'abord, Trump n'a pas gagné grâce à une nouvelle vague d'électeurs. Il a fini par obtenir presque exactement ce qu'il avait obtenu il y a quatre ans. La différence, c'est que Kamala Harris a eu beaucoup moins de voix que Biden il y a quatre ans, État par État. D'anciens électeurs de Biden n'ont pas voté pour Harris, ou n'ont pas voté du tout.

Alors, pourquoi ? Pour répondre à cette question, il faut se pencher sur tous les problèmes auxquels les travailleurs ont été confrontés au cours des quatre

dernières années. L'inflation accélérée a fait exploser les prix des produits alimentaires, du carburant et du logement, après des décennies de dégradation du niveau de vie. S'y ajoutent l'effondrement des infrastructures et la dégradation du système de santé. Récemment, si l'inflation a baissé, les prix, eux, n'ont pas bougé. Les salaires n'ont pas augmenté au même rythme. Cette détérioration du niveau de vie a été pratiquement ignorée par la campagne de Harris, qui s'est vantée de hausses de salaires et d'une économie qui serait en meilleur état qu'il y a quatre ans.

En outre, la politique étrangère de Biden au cours des quatre dernières années a engendré des désastres en matière de droits humains, et la menace d'une guerre toujours plus étendue. Au cours de l'année écoulée, Israël a perpétré un massacre à Gaza qui a entraîné la mort de plus de 43 000 civils et la destruction complète de ses infrastructures : logements, rues, ponts, entreprises et



CHENEY ORR REUTER

Devant un bureau de vote d'Atlanta.

équipements publics, forçant les habitants à évacuer vers des zones détruites les unes après les autres. Aujourd'hui, la guerre s'étend avec l'invasion du Liban par Israël à qui, pendant ce temps, les États-Unis continuent d'envoyer des armes et d'autres aides tout en prétendant s'opposer à ses « excès. »

La campagne de Harris a tenté de jouer sur les deux tableaux, en vantant son soutien à Israël et en exprimant sa « tristesse » face aux pertes humaines à Gaza, tout en promettant un avenir meilleur. Faut-il s'étonner que les électeurs n'aient vu aucune raison de croire à un changement de politique ? Et il y a la guerre en Ukraine, dirigée par l'impérialisme américain. Et combien d'autres encore ?

Les électeurs de Trump ont voté comme ils l'avaient

fait dans le passé, mais les votes pour Harris ont considérablement diminué par rapport à ceux de Biden il y a quatre ans. Les électeurs des démocrates d'il y a quatre ans n'ont pas ressenti la même obligation de voter pour eux cette fois-ci.

Bien sûr, il y a des électeurs qui acceptent les attaques réactionnaires de Trump contre les femmes, les minorités et les immigrés. Il y a ceux qui ne peuvent accepter qu'une femme soit élue présidente. Mais beaucoup plus n'ont pas voté pour Harris parce qu'ils en avaient assez.

Qu'on le veuille ou non, Trump a été perçu comme le candidat du « changement » dans un système qui ne présente toujours que deux candidats, démocrate et républicain, sans qu'aucun représentant de la classe ouvrière ne soit en vue ou

présent. Comme d'habitude, ceux qui voulaient un changement, n'ayant que le choix du « moindre des deux maux », ont voté pour que le parti au pouvoir soit écarté.

Trump n'a pas de réponse aux problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs. Il est le représentant de la classe des milliardaires, tout comme l'ont été les démocrates. Au cours des quatre prochaines années, il servira aux travailleurs le même ragoût amer que celui que les administrations précédentes leur ont fait avaler. La seule issue pour les travailleurs est de se battre sans relâche pour empêcher la classe des milliardaires de nuire, et de construire leur propre parti pour défendre leurs intérêts face aux attaques de la classe dirigeante et de ses gouvernements.

The Spark

Afghanistan : les femmes emmurées vivantes

En Afghanistan, les talibans viennent d'interdire aux femmes de parler entre elles, où que ce soit.



ABBIE PARR/AP

Le ministre de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice qui a promulgué cette loi, a ajouté que les Afghanes n'ont plus le droit « d'entendre la voix » de leurs semblables.

Les 28 millions d'Afghanes sont ainsi « emmurées vivantes », pour reprendre les mots utilisés en mars par Chékéba Hachemi, présidente de l'association Afghanistan libre.

Depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021, les interdits se sont multipliés. Les filles n'ont plus accès aux écoles et aux universités, et les mères et épouses ne peuvent plus se déplacer sans un homme à leur côté. Si elles peuvent quitter leur domicile, elles ont l'obligation de porter la burqa, ce

vêtement qui les recouvre entièrement jusqu'aux mains, et masque le visage. En 2023, il a été interdit aux femmes de travailler hors de leur domicile.

Depuis le mois d'août, elles n'étaient déjà plus autorisées à chanter ni à lire à voix haute en public, ou dans le cadre privé en présence d'hommes extérieurs à leur famille. À cela vient donc s'ajouter l'interdiction de communiquer entre elles, même dans le cadre privé.

Si diverses associations protestent, ce n'est pas le cas des dirigeants des grandes puissances. Et pour cause. Il faut rappeler que l'intervention des États-Unis en Afghanistan a nourri les tendances islamistes les plus réactionnaires. Les talibans, au pouvoir de 1996 à

Iran : la contestation continue

Le 2 novembre, une jeune femme, arrêtée par la police et sommée de rectifier le port de son voile, a défié les forces de l'ordre en se déshabillant presque entièrement. Elle a ensuite été arrêtée et a disparu ; les autorités affirment qu'elle aurait été internée en hôpital psychiatrique.

Ce n'est pas une spécificité du régime iranien : dans la bonne société bourgeoise européenne du 19^e siècle, les femmes jugées dévergondées ou contestataires étaient envoyées en asile. À l'époque déjà, cela n'avait pas suffi à arrêter leur lutte.

B. S.

2001, furent même soutenus par les dirigeants des États-Unis, avant de devenir des ennemis à abattre et d'être chassés du pouvoir. Les États-Unis, avec le soutien entre autres de la France et d'autres grandes puissances, ont mené alors vingt ans de guerre sans parvenir à les vaincre, pour finalement les tolérer.

Aujourd'hui, le régime des talibans a renoué des liens diplomatiques, il signe

des contrats, accorde des dizaines de permis d'exploitation minière.

Au fond il a trouvé sa place au sein d'un ordre international qu'il ne conteste pas. Mais si une moitié de la population y est réduite au silence absolu sous prétexte de son sexe, la politique des dirigeants des grandes puissances porte une énorme responsabilité dans le renforcement de ses bourreaux.

Aline Retesse

Les syndicats et les licenciements : le poison du protectionnisme

« Plus de 150 000 emplois vont disparaître... nous sommes au début d'une saignée industrielle » a dénoncé Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, devant les travailleurs de Michelin à Vannes et dans plusieurs médias.

La CGT a recensé près de 200 plans sociaux en cours dans de multiples secteurs, de la chimie à la grande distribution en passant par l'automobile et le BTP. Les ministres comme les cabinets d'experts ont confirmé ces chiffres dont bien des travailleurs voient les effets dans leurs villes ou leurs régions. Pour expliquer cette saignée, Sophie Binet dénonce les dirigeants d'entreprises dont le seul objectif consiste à « augmenter leurs marges » et à « distribuer toujours plus de profits aux actionnaires ». De fait, la classe patronale n'a jamais eu, à aucune époque, d'autres objectifs que de faire le maximum de profits.

Pourtant la CGT laisse entendre qu'il pourrait en être autrement. L'Adresse de son dernier CCN, les 5 et 6 novembre, réclame « une autre politique industrielle » et demande aux parlementaires de « déposer une proposition de loi reprenant nos propositions pour l'industrie et l'environnement ». Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Binet a donné une réponse à la Tribune dimanche le 10 novembre : « les patrons de l'automobile fabriquent des véhicules électriques très chers alors qu'ils pourraient en produire de beaucoup moins chers qui se vendraient mieux »... Comme si les PDG de Stellantis et de Renault, prêts à tout pour dégager des

milliards, avaient besoin de la conseillère commerciale Sophie Binet pour définir leurs stratégies !

Les syndicats dénoncent, à juste titre, les milliards d'euros d'aides publiques versés à des entreprises riches qui licencient, comme Michelin ou Sanofi. Marylise Léon, de la CFDT, trouve « lunaire que l'État ne sache pas à quoi servent les aides qui sont attribuées » tandis que Sophie Binet réclame « qu'une entreprise ne puisse pas toucher des aides si les représentants des salariés n'y sont pas favorables ». Elle fustige encore « le naufrage de la politique de l'offre de Macron ». Mais quelle que soit la couleur politique des gouvernements, le budget de l'État est conçu avant tout pour arroser les capitalistes. S'étonner que ces versements se fassent sans contrôle, dénoncer le seul Macron, laisser entendre



Manifestation du 1^{er} Mai 2024.

qu'un autre gouvernement, en particulier s'il était de gauche, mènerait une autre politique, c'est mentir aux travailleurs et les livrer à de faux amis.

Mais il y a pire. Prenant la parole près de Grenoble devant l'usine Vencorex menacée de fermeture, Sophie Binet a repris le discours ambiant contre la concurrence étrangère et en particulier chinoise : « Les Chinois ont besoin d'avoir accès au marché européen pour récupérer les certifications. On a laissé grand ouvert notre continent, notre pays [...] on a laissé entrer le loup dans la bergerie, on a laissé s'installer la concurrence

internationale... » Ce discours protectionniste aurait pu être prononcé par bien des politiciens, de Ruffin à Bardella. Outre sa tonalité nationaliste anti-chinoise, choquante et teintée de mépris, il revient à lier les intérêts des travailleurs à ceux de leur patron alors que tout les oppose.

Les travailleurs ne peuvent attendre aucune protection venant du gouvernement comme le réclament les syndicats. Ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour imposer leur droit à l'existence et obliger les capitalistes à prendre sur leurs profits.

Xavier Lachau

Antilles : contre la vie chère et pour la dignité !

Lundi 11 novembre, des centaines de personnes se sont retrouvées à l'aéroport Aimé-Césaire en Martinique, non pour accueillir le nouveau ministre des Outremer, François-Noël Buffet, mais pour venir à la rencontre des représentants du RPprac, rentrant de Paris.



Marche contre la vie chère du 26 octobre en Martinique.

La tournée de mobilisation des personnes originaires des territoires ultramarins vivant à Paris a été un succès. Dimanche 10 novembre, plusieurs milliers de personnes ont répondu à l'appel du RPprac (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afrocaribéens), relayé par des organisations ultramarines, à manifester à Paris pour dénoncer

la vie chère outremer. De nombreux sportifs connus, Teddy Riner, Marie Jo Perrec, Wendy Renard et bien d'autres, et des artistes, leur ont apporté leur soutien.

Cette lutte contre la vie chère est aussi une lutte pour la dignité. Elle prend sa source dans une situation marquée par les séquelles du colonialisme. L'enrichissement des gros possédants békés symbolisés par le plus

riche d'entre eux, Bernard Hayot et son groupe GBH (groupe Bernard Hayot), en est un signe évident. Dans la mémoire collective resurgit inévitablement l'esclavage puis le colonialisme, et la longue liste de tueries de travailleurs en grève.

C'est dans ce contexte que le nouveau ministre des Outremer, François-Noël Buffet, a entamé ce même 11 novembre une visite de quatre jours en Martinique. L'un des objectifs de sa visite est de valider le protocole d'objectifs et de moyens de lutte contre la vie chère, signé le 16 octobre entre préfet, patrons de la grande distribution et élus. Il prévoit, à partir du 1^{er} janvier 2025 et pour une période expérimentale de trois ans, une baisse des prix de 20 % en moyenne sur 6 000 produits de l'alimentation, très loin de la totalité des produits du secteur. Ladite baisse vient de la suppression de la taxe régionale d'octroi de mer et de la TVA sur ces produits et d'une compensation temporaire de l'État versée au titre de la continuité territoriale. Dans ce montage, les profits des gros possédants

notamment, les gros békés de la place, ne sont même pas écornés !

Autant dire que la visite ministérielle est surtout faite pour conforter les gros possédants locaux dans le statu quo actuel leur permettant de continuer à se gaver. Elle vise peut-être aussi à rassurer les élus locaux menés par Serge Letchimy, le président du Conseil exécutif de la CTM. Après avoir joué les pompiers face aux mobilisations sociales,

ceux-ci font mine de prendre en compte l'insatisfaction d'une partie de la population, en concoquant un vaste projet de loi sur la vie chère et le développement.

Tout cela est bien éloigné des intérêts des travailleurs et de la population pauvre. S'ils veulent arracher une réelle amélioration de leurs conditions de vie, de leurs salaires et allocations, ces derniers ont tout intérêt à continuer et renforcer leur lutte.

Marianne Tibus

Une arrestation scandaleuse

Mardi 12 novembre en fin d'après-midi, Rodrigue Petitot, leader du RPprac, a été interpellé par les policiers de la BAC à son domicile à Fort de France. Il faisait l'objet d'une plainte consécutive à son intrusion en groupe dans la résidence préfectorale la veille, lors de la visite du ministre des Outremer, François-Noël Buffet. À cette occasion, il a eu une forte altercation

avec le préfet de Martinique, qui a empêché Petitot de voir le ministre.

Le président du RPprac a été mis en garde à vue au commissariat de Fort-de-France. Très vite, des dizaines de personnes vêtues de leur emblématique tricot rouge se sont regroupées aux alentours, scandant des slogans pour demander sa libération immédiate.

Auchan : face à la rapacité des Mulliez

Le 5 novembre, la direction d'Auchan a annoncé 2 389 suppressions d'emplois : 784 dans les différents sièges, 466 dans dix magasins qui vont fermer, 915 dans d'autres et 266 chez Auchan Direct dont les activités de livraison cessent.

Ces chiffres concernent les magasins gérés en direct par Auchan et non les magasins franchisés, au nombre de 321, dont 18 hypermarchés juridiquement



A Woippy.

indépendants des premiers visés par les suppressions d'emplois.

Certains travailleurs ont appris la suppression de leur poste par mail ou SMS. D'autres ont été informés que leur métier n'a désormais plus de raison d'exister, mais restent dans l'angoisse de connaître le sort que les patrons d'Auchan leur réservent. C'est le cas en Indre-et-Loire, où une trentaine de suppressions d'emplois dans l'hypermarché de Tours et ceux de deux communes limitrophes, sont annoncées, ou encore dans l'hypermarché d'Aubière dans le Massif Central, où une dizaine de postes sont supprimés.

Pour semer le trouble et l'indécision parmi les salariés, la direction d'Auchan parle d'un plan d'aides au

départ, de reclassements, et même de création de nouveaux emplois. Mais qui peut croire à de tels mensonges alors qu'en trois ans, de 2020 à 2023, les effectifs en France sont passés de 61 816 salariés à 55 694 ? Qui peut croire à des embauches, quand le nouveau directeur général déclare, dans le même temps, vouloir réduire la part de la masse salariale dans le chiffre d'affaires de 14 à 12,5 % ? Et qui peut croire à des reclassements quand l'unique hypermarché d'une ville ferme, comme celui de Bar-le-Duc dans la Meuse ?

Au nord de Clermont-Ferrand où l'hypermarché Auchan est situé en plein milieu d'une cité, la fermeture est ressentie comme une catastrophe : 194 salariés vont se

retrouver à la rue, et les habitants vont être privés des commerces où ils vont quotidiennement faire leurs courses à pied.

Après avoir créé des magasins toujours plus grands et plus nombreux, les Mulliez ont ensuite, année après année, multiplié les enseignes spécialisées telles que Kiabi, Pimkie, Boulanger, Cultura et bien d'autres. Aujourd'hui, ils décident de réduire le nombre et la surface de leurs hypermarchés, prétextant la baisse des ventes des rayons électroménager, textile ou livres sous un même toit. En supprimant massivement des emplois, ils veulent faire payer les conséquences de leurs choix aux travailleurs et continuer à s'enrichir. Il faut les empêcher de nuire !

Philippe Logier

Woippy : le patron doit payer

Mercredi 6 novembre, les 73 travailleurs d'Auchan à Woippy, une commune populaire de la banlieue de Metz, ont brutalement appris qu'ils allaient perdre leur emploi, le magasin fermant ses portes l'an prochain.

Neuf autres magasins Auchan sont également concernés, dont celui de Bar-Le-Duc en Lorraine, visant au total 2 400 emplois. Beaucoup de travailleurs de Woippy ont passé toute leur carrière dans ce magasin, avec des bas salaires, des jours fériés sacrifiés et sans être remplacés lors d'arrêts maladie... pour être jetés à la rue en fin de carrière ! Ce n'est pas le souci des propriétaires d'Auchan, la famille

Mulliez, septième fortune de France, qui ose invoquer des « pertes record », en fait quelques centaines de millions d'euros. Mais la famille Mulliez a une fortune de 50 milliards ! Alors de qui se moque-t-on ?

Révoltés, les travailleurs du magasin protestent par des banderoles, des affiches dans le magasin, des gilets jaunes portant des inscriptions disant leur indignation, que les clients partagent. D'autant plus que ce

magasin, entouré de cafés et d'autres boutiques, est presque un commerce de proximité pour les habitants de Woippy. Tout un lieu de vie est menacé de disparaître.

À l'entrée d'Auchan, on peut lire « Vous allez détruire des familles. ». Les affiches disent une par une l'ancienneté des travailleurs, leur âge, avec toujours la même question : « On fait quoi maintenant ? ». Si la famille Mulliez s'en moque, les employés n'ont aucune raison d'accepter de se retrouver à la rue pour enrichir cette famille multimilliardaire.

Correspondant LO

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 243 (novembre 2024)

- Gaza, Cisjordanie, Liban : la guerre sans fin des dirigeants israéliens
- Le Hezbollah libanais
- Répression coloniale en Nouvelle-Calédonie
- Élections aux États-Unis
- Algérie : le durcissement du régime
- Le business de l'espace
- Oskar Hippe

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



Safran – Villaroche : volontariat... pour faire 60 heures

Travailler 60 heures par semaine en fin d'année : voilà la « proposition » que la direction de Safran fait à l'usine de Villaroche, en Seine-et-Marne. Cela concernerait quelques centaines de travailleurs, essentiellement des ouvriers de secteurs qui terminent le montage des moteurs.

Airbus attend ces moteurs et Safran semble vouloir éviter de payer des pénalités : pas question d'écarter ses profits, qui sont au beau fixe. Les patrons de Safran voudraient donc que les travailleurs reviennent

à des semaines dignes du 19^e siècle, avec des journées complètement folles, et ce du lundi au samedi. De plus, il s'agit d'ouvriers qui travaillent déjà en équipe : une semaine de 60 heures signifierait, pour ceux de

l'équipe du matin, commencer au milieu de la nuit, pour enchaîner ensuite pendant 10 heures jusqu'en début d'après-midi, ou, pour ceux de l'équipe du soir, faire 10 heures d'affilée pour finir autour de minuit. Et la direction parle chaque semaine de santé et sécurité au travail ! Quant à la vie personnelle durant ces semaines, n'en parlons plus.

La nouvelle vient de tomber et on ne sait pas combien

de salariés acceptent. La direction a le cynisme de parler de « volontariat », comme si le fait que certains ouvriers, voyant que leur salaire ne suffit pas, soient conduits à accepter de faire des semaines démentes en faisait quelque chose d'admissible.

En installant ces 60 heures, même ponctuellement, la direction veut créer un précédent et habituer les travailleurs à adapter leur

vie, à démolir leur santé, en fonction des aléas de ses commandes et de son business. Aujourd'hui, ce sont des heures supplémentaires, mais demain, quand il y aura moins d'affaires à faire, la direction dira aux travailleurs de rester à la maison, en congé ou autre.

Les patrons n'ont plus de limites. Seules celles que les travailleurs leur imposeront les arrêteront.

Correspondant LO

Michelin - Cholet : en lutte contre les licenciements

Vendredi 8 novembre, les travailleurs de Michelin-Cholet s'étaient donné rendez-vous à 13 heures devant l'usine pour une première manifestation contre les licenciements.

Le ministre délégué à l'Industrie, Marc Ferracci, avait cru bon de pointer son nez, et mal lui en a pris. Son discours a été couvert par les huées, le contraignant à rebrousser chemin en moins de cinq minutes. Le lendemain de sa visite, il a confirmé son impuissance, et en fait sa complicité face à l'offensive patronale en cours, en annonçant à la radio qu'il s'attend à des suppressions d'emplois par milliers dans le pays. Comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle

et pas de choix faits par les serviteurs des capitalistes dans le secret des conseils d'administration ! Oui, les travailleurs de Michelin ont bien fait de le « dégager ».

Le député macroniste de Cholet, Denis Masségli, a lui aussi tenté une opération de communication mais sans plus de succès. Proprement éconduit, il a dû déguerpir à son tour sous les invectives.

La révolte des travailleurs s'est ensuite exprimée tout au long de la manifestation, par des pancartes



portant des messages manuscrits comme « Michelin assassin » et « Salaires décentés ? Licenciements indécentés ! » Jusqu'à 16 heures, ils ont défilé à travers la zone.

Signe que la fermeture choque très largement, le cortège a été rejoint par des retraités de Michelin, par des conjoints et des enfants, par des salariés de Thales, Nicoll et Charal, et par d'autres encore venus d'Angers. « Cinquante ans à nous user, cinq minutes pour nous virer ! » était l'un des slogans les plus repris, et pour

cause : avec les profits accumulés depuis l'ouverture de l'usine en 1970, la famille Michelin a de quoi assurer à chacun un gagne-pain, au lieu des miettes proposées.

En fin de manifestation, les travailleurs ont décidé de maintenir une présence devant l'usine tout le week-end, ce qui a donné lieu à un samedi soir festif où, autour d'un barbecue et d'un karaoké, les discussions sur la suite du mouvement sont allées bon train.

Mardi 12 novembre, alors que la direction tentait de faire reprendre une

partie de la production, la présence des travailleurs en lutte aux entrées était toujours aussi visible. Leur détermination à ne pas se laisser mettre sur le carreau sans réagir était toujours là, avec un objectif immédiat : le déplacement en car le lendemain devant le siège de Michelin à Clermont-Ferrand, pour y retrouver les salariés de Vannes et d'autres sites. Une occasion d'inviter tous les travailleurs aujourd'hui menacés dans leur emploi à les rejoindre dans la lutte !

Correspondant LO

Airbus Atlantic - Nantes : la grève continue à Satys Aerospace

Commencée mardi 29 octobre, la grève des salariés de Satys, qui travaillent en sous-traitance sur les sites d'Airbus Atlantic de Nantes et de Malville, se poursuit.

La grève est reconduite tous les jours par un vote unanime des présents sur le piquet devant les portes principales de l'usine, représentant selon les jours la moitié des 140 salariés encore en grève à 80 %.

Les grévistes, avec le soutien de la CGT, demandent une prime exceptionnelle, une prime de quart et une revalorisation de leur prime d'habillement. Satys, leader mondial dans l'étalement et la peinture dans l'aéronautique, a largement les moyens de payer. La direction se contente de proposer une prime exceptionnelle de 1 200 euros, à condition de reprendre le travail immédiatement, sans aucune garantie qu'elle soit versée. Rien pour le reste, qu'elle renvoie aux négociations salariales de décembre.

En attendant, la grève tient bon et, comme disent les grévistes, « on rentre dans le dur. » Le piquet de grève se transforme en forum permanent, avec

la présence d'autres salariés d'Airbus mais aussi d'IDEA, qui appelaient mercredi 13 novembre à un débrayage d'une heure en soutien aux grévistes de Satys. Une cagnotte en ligne commence aussi à se garnir.

Côté Airbus, la grève de Satys commence à affecter la production, malgré les efforts de la hiérarchie pour faire faire le travail par des salariés venus d'autres sites, ou par ceux d'Airbus qui l'ont fait avant qu'il soit sous-traité. Peine perdue, malgré les pressions, les stocks s'accroissent.

Ce que craignent avant tout les patrons d'Airbus et de la sous-traitance, IDEA, Daher, Trigo... c'est bien que ce mouvement, qui dure à la porte de l'usine et qui recueille de la sympathie et du soutien, donne des idées à tous ceux dont les salaires ne sont pas non plus à la hauteur.

Correspondant LO

À Clermont, mobilisation contre les fermetures

Vendredi 8 novembre, des salariés Michelin des différents sites de Clermont-Ferrand étaient en grève.

Soutenus par des travailleurs d'autres entreprises de la région, les grévistes se sont réunis devant l'usine de La Combaude.

Au total, ils étaient près de 250 venus dénoncer les fermetures annoncées des usines de Vannes et Cholet par un groupe qui engrange chaque année des milliards de bénéfices.

Comment ne pas être en colère quand des centaines de familles sont ainsi sacrifiées sur l'autel des profits ? Une partie d'entre eux exprimait aussi la crainte que cette série de fermetures ne les rattrape prochainement. Aucun n'est à l'abri de cette course à la rentabilité.

Beaucoup sont repartis avec la détermination

d'entraîner plus de travailleurs lors de la prochaine journée de grève, mercredi 13 novembre, lors de la réunion extraordinaire du Comité central (CSEC) prévue sur le plan Michelin de fermeture des usines.

Une manifestation était organisée devant le siège de la multinationale, avec notamment la venue de travailleurs de Cholet et de Vannes.

Correspondant LO

“Les milliards de Michelin doivent revenir aux travailleurs !”

Depuis des mois, les grands patrons de l'automobile, de Stellantis à Renault, s'épanchent dans les médias au sujet de leurs « difficultés ». Ils pleurent la bouche pleine !

Car s'ils vendent moins de voitures, ils les vendent plus cher, et en fait leurs profits explosent. C'est précisément le cas de Michelin qui, en se concentrant sur le pneu haut de gamme, réussit à dégager chaque année

2 milliards de profits.

Alors, la décision de fermer deux usines, à Cholet et à Vannes, est inique. Les actionnaires - dont la famille Michelin - se gavent : aucune raison que les travailleurs acceptent le moindre sacrifice !

Depuis mardi 5 novembre, les ouvriers de Michelin Cholet sont en lutte. Se relayant devant l'usine, ils discutent en assemblée générale des actions à mener

et ils ont raison ! À l'heure où Valeo et Auchan licencient, leur combat peut devenir celui de tous : des travailleurs de la zone industrielle, de la ville, de l'ensemble du groupe Michelin, du secteur automobile... Le patron a déclaré la guerre. Eh bien, la peur doit changer de camp. Faisons-lui regretter d'avoir engagé le bras-de-fer !

Communiqué de Robert Cerisier, représentant de Lutte ouvrière à Cholet.

SNCF-Technicentre – Rennes : cadence olympique

Dans les Technicentres Industriels (TI) de la SNCF, les carnets de commandes sont remplis pour les dix prochaines années.

Fin septembre, au TI de Rennes, la direction réunissait tous les travailleurs du site. Les objectifs avaient été atteints pendant les JO mais il était hors de question pour elle de relâcher la pression.

En effet, la pression est bien là. Depuis l'an dernier, le Technicentre recrute, mais le volume de travail augmente bien plus vite que les embauches. Le travail est régulièrement chronométré pour faire la « chasse aux coûts », comme ils disent. Selon les postes, les cadences peuvent augmenter de 25 à 300 %.

Comme chaque travailleur le sait, on ne peut demander de travailler plus vite pour le même résultat, et donc la qualité s'en ressent. C'est un problème dans ce Technicentre qui répare les systèmes de freinage des trains pour l'ensemble du pays. Cette année plusieurs épisodes auraient pu devenir de graves accidents ferroviaires. Mais, pour la SNCF, la faute en est aux ouvriers, il ne faut surtout pas mettre en cause la cadence qu'elle impose.

Pourtant, cette cadence pose problème. Entre janvier et septembre, la direction

a déclaré une quinzaine d'accidents du travail, et ce, malgré toutes les pressions qui existent pour que ceux-ci soient dissimulés. Quand ce ne sont pas les accidents, ce sont les arrêts maladie longue durée. Il est fréquent de voir partir un ouvrier qui, passé 50 ans, ne peut plus encaisser le rythme. Il part se soigner, sans savoir quand il reprendra le travail, ni quel travail il aura à l'avenir.

La direction a affiché avec cynisme l'objectif d'un maximum de six accidents par an. Pour l'atteindre, elle a mené l'enquête et découvert... que les intérimaires sont les plus touchés par les accidents du travail. Chacun sait que ce sont

ceux qui subissent le plus l'exploitation et c'est bien elle qui est responsable des accidents.

Comme n'importe quelle entreprise, la SNCF parle quotidiennement de la concurrence et y adapte son vocabulaire. Pour désigner un autre atelier, elle ne parle pas de collègues cheminots, mais de « clients ». Elle dit que si ceux du TI de Rennes n'acceptent pas les cadences, le travail dans les produits chimiques et le

bruit, alors ils pourraient perdre leur travail au profit d'un autre Technicentre, ou pire « d'une entreprise concurrente ». Dans la plupart des cas, ce serait en fait la même SNCF prise par un autre bout.

Ce chantage ne sert en vérité qu'à augmenter les profits de la SNCF. Peu lui importe au fond que des travailleurs se blessent, ou même qu'un train ne puisse plus freiner correctement...

Correspondant LO



Dumarey – Strasbourg : les travailleurs en grève

Comme prévu à la fin du débrayage du jeudi 24 octobre et après une semaine de congés imposés par la direction, les syndicats de l'usine Dumarey, à Strasbourg, avaient appelé à un débrayage à 12h30 le jeudi 7 novembre contre les 248 licenciements.

En fait dès 9 heures, à la pause du matin, une quarantaine de travailleurs, proches de la CGT, de la ligne de montage de la 6 vitesse ont arrêté le travail spontanément. Une ouvrière a exprimé la colère de ses camarades au rassemblement : « On ne peut plus travailler tant que la direction ne répondra pas à nos demandes ». Les demandes sont avant tout d'avoir des moyens permettant de vivre jusqu'à l'âge de la retraite pour ces salariés qui ont entre 50 ans et 62 ou 63 ans. Tous sont cassés

par les années enchaînées à l'usine, et conscients qu'ils ne retrouveront pas de travail alors que tous les jours sont annoncés des licenciements et des fermetures d'usine : Novarès dans la banlieue de Strasbourg, Schaeffler à Haguenau, Michelin, Auchan, tout renforce la conviction d'un bon nombre de travailleurs qu'il va falloir se battre.

Les grévistes ont arrêté la circulation pendant une petite demi-heure sur la rue devant l'usine. En fin de rassemblement, ils se sont prononcés pour la grève et

vendredi 8 novembre, dès 6 heures du matin, environ 150 travailleurs ont bloqué les entrées de l'usine et organisé des braseros. En milieu de matinée, le patron, Guido Dumarey, a débarqué avec sa Porsche et s'est adressé à eux en disant : « C'est la guerre », une guerre qu'il fait payer au prix fort aux 248 salariés qui sont jetés à la rue. Après quelques échanges où il lui a été rappelé qu'il a récupéré l'usine General Motors sans mettre un sou il y a dix ans, et qu'il s'était enrichi sur le travail des ouvriers, ceux-ci lui ont signifié qu'ils ne se laisseraient pas jeter comme des kleenex. Avec son arrogance de patron margoulin, il a répondu que les travailleurs

pouvaient rester là jusqu'au mercredi suivant... et un peu plus tard, il est revenu avec une centaine de bonnets qu'il a fait distribuer. La réaction des travailleurs a été assez unanime : « Il se fout de nous ». Une trentaine de ceux de l'équipe d'après-midi ont embrayé dans la grève eux aussi. De

même dans la petite équipe de nuit.

Après cette première journée de grève, la suite était prévue pour mardi 12 novembre au matin. Il faudra toute la détermination des travailleurs, exaspérés par la rapacité de Dumarey, pour le faire reculer.

Correspondant LO



AMIS – Montluçon : les menaces d'un sous-traitant de l'automobile

La direction d'AMIS à Montluçon, dans l'Allier, a affiché le 28 octobre sa demande de mise en redressement judiciaire de l'entreprise.

La demande concerne également l'usine de Guéret dans la Creuse qui fait aussi partie du groupe SIFCOR, spécialisé dans le forgeage et sous-traitant de l'automobile. La première usine compte 350 travailleurs, la seconde 42.

Dans sa note la direction se plaint de ses dettes. Elle n'a pas un mot pour dire que depuis septembre 2021

ce sont les travailleurs de ces usines qui ont payé ces dettes en jours chômés. Il ne se passe pas une semaine depuis, sans que la direction n'annonce des jours en APLD (Activité partielle de longue durée, autrement dit chômage partiel). « Au quotidien, c'est difficile, on perd 200 à 300 euros par mois. On ne sait jamais le nombre de jours qu'on va travailler ni

quel salaire on aura à la fin du mois » disait un ouvrier interrogé par France Bleu.

Pour tenter de trouver un coupable la direction désigne non pas les donneurs d'ordre mais les pays qui fabriquent à bas coût. Elle oublie en revanche de dire que le groupe a racheté une usine en 2022 et une autre en 2023, et de mentionner les profits faits et accumulés avec le travail de générations d'ouvriers depuis...1880.

Interrogé par une radio

locale, le directeur du site de Montluçon indique que l'entreprise ne devrait compter que 160 travailleurs et a fait envoyer avec le bulletin de paye d'octobre un questionnaire intitulé « Déclaration sur l'honneur de situation personnelle ». La direction pourrait très bien répondre elle-même aux questions posées et ce questionnaire sert à la fois à inquiéter un peu plus les travailleurs et à tenter de les impliquer dans les manœuvres patronales.

Alors, puisqu'il s'agit

d'un redressement, il y aura toujours des pièces à usiner et des jours travaillés, et les travailleurs auront l'occasion de discuter entre eux de l'avenir et de la lutte à mener.

Dans cet ancien bassin industriel de Montluçon, nombre de travailleurs d'Adisseo, Erastell, Landis et Gyr ont été et sont encore menacés. La manifestation syndicale prévue le 23 novembre ne doit être qu'un commencement.

Correspondant LO

SNCF : la riposte nécessaire

L'ensemble des organisations syndicales de la SNCF appelle à une journée de grève dans tous les services le 21 novembre contre la liquidation de Fret SNCF, la privatisation du transport voyageurs et l'éclatement de SNCF Réseau.

Présentée comme un « unique ultimatum », cette journée sera suivie d'une grève reconductible à partir du 11 décembre « en l'absence de réponse du gouvernement et de la direction de la SNCF ».

Quels que soient l'objectif et la volonté réelle des organisations syndicales, l'ampleur de l'attaque en cours nécessite la mobilisation

des travailleurs du rail sur leurs revendications de classe. L'objectif du patronat, public ou privé, du ferroviaire, est tout à fait clair : il s'agit, au travers de l'ouverture à la concurrence et de filialisations en cascade, d'éclater l'entreprise afin de faire reculer l'ensemble des conditions de vie, de travail, d'emploi, de salaires des cheminots.

L'exemple du fret ferroviaire est tout à fait significatif. Depuis l'ouverture à la concurrence, il y a vingt ans, 10 000 emplois sur 15 000 ont disparu à Fret SNCF, la plupart du temps sans transfert au privé, car le trafic s'est effondré et s'est largement reporté sur la route. Les conditions de travail se sont complètement dégradées. Le gouvernement vient de donner le coup de grâce en annonçant la liquidation prochaine de Fret SNCF au 1^{er} janvier 2025 avec à la clé 500 nouvelles suppressions d'emploi et la

création de deux filiales de droit privé de la SNCF. Les travailleurs qui y seront transférés n'ont aucune garantie sur leur avenir.

L'ouverture à la concurrence du transport des voyageurs est de son côté le produit des réformes de 2014 et 2018, de Hollande et de Macron, contre lesquelles les cheminots avaient fait grève. Dans les lots ou les marchés progressivement ouverts à la concurrence, les cheminots seront contraints de changer d'entreprise, quel que soit le vainqueur de l'appel d'offres. En effet, la SNCF ne postule qu'au travers de filiales, car il s'agit évidemment pour elle de faire reculer les conditions sociales.

Dès décembre 2024, 1 200 cheminots de TER vont basculer dans trois filiales à Amiens, Nice et Nantes. Ils s'ajouteront aux 4 500 cheminots de Fret SNCF transférés dans les deux filiales. En 2025, 550 cheminots vont basculer dans une filiale de Keolis pour la ligne T4 d'Aulnay à Bondy ou dans les entreprises privées pour les TER Nice-Marseille. En 2026, plus de 5 000 cheminots seront transférés soit dans une filiale, soit dans une entreprise privée dans différentes régions avec toujours à la clé des dispositions régressives

et des menaces de licenciement économique en cas de refus.

Cette menace concerne aussi les travailleurs de SNCF Réseau puisque la privatisation de l'exploitation d'une ligne TER pourra s'accompagner de celle de l'entretien des voies par des groupes du BTP.

Il serait illusoire de penser que si certains travailleurs du rail sont vendus au rabais, d'autres pourront rester protégés par un quelconque métier, statut ou appartenance à telle ou telle entreprise.

D'ores et déjà, les chefs préparent les esprits, tentent d'individualiser le sort de chacun, demandant par exemple au salarié de signer à l'avance un engagement à travailler dans tel ou tel secteur, sans même savoir la sauce à laquelle il sera mangé. C'est au contraire en réagissant collectivement que les travailleurs pourront déjouer les pièges tendus.

Cette offensive fait partie de la guerre de classe que mènent patronat et gouvernement. Elle se traduit, à la SNCF comme ailleurs, par le recul des salaires réels et des conditions de travail, par les suppressions d'emplois. La contre-offensive est nécessaire et urgente.

Christian Bernac



Gare du Nord à Paris, lors d'un précédent mouvement.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

COP29 : sale temps pour l'humanité

Du 11 au 22 novembre, encore une fois au milieu des puits de pétrole, mais cette fois-ci à Bakou en Azerbaïdjan, les représentants des États de la planète se réunissent pour discuter climat. Personne ne semble attendre grand-chose de cette 29^e grand-messe.

Les enjeux climatiques sont pourtant cruciaux. En plus de températures toujours plus élevées, en plus d'un climat de plus en plus chaotique et violent, la montée des eaux qui sera d'un mètre en 2100 au rythme actuel va menacer des centaines de millions de personnes habitant à proximité d'un littoral. Les scientifiques affirment que, pour espérer contenir le réchauffement climatique à moins de 1,5 °C, pour que la planète reste viable, il faudrait réduire de 45 % d'ici 2030 les émissions de gaz à effet de serre, générées principalement par l'extraction et l'utilisation du pétrole et du gaz, alors que les engagements actuels conduisent à une baisse de moins de 3 % de ces émissions. Les causes comme les conséquences du réchauffement climatique sont depuis longtemps parfaitement identifiées, mais de grand-messes en COP, il ne se passe rien, tant les capitalistes font ce qu'ils veulent, soutenus par leurs États nationaux.

Les mesures adoptées

par les 28 COP précédentes ont surtout été l'occasion de grands discours sur l'écologie sans qu'il en sorte des mesures contraignantes. La 29^e n'y dérogera pas. Ainsi, au premier jour de la conférence, les États se sont mis d'accord sur les règles de fonctionnement du « marché carbone » décidé en 2015 et qui permet déjà aux grandes entreprises de s'acheter une virginité écologique. Les Total, BP, Exxon, principales responsables et profiteuses des émissions de gaz à effet de serre pourront, plus largement encore, se payer un droit à polluer, et se dire neutres en carbone en compensant, sur le papier, leur pollution par des crédits carbone, ceux-ci étant achetés auprès d'entreprises ayant planté des forêts dont personne ne s'occupe de savoir si leurs arbres arrivent à maturité.

L'autre question à l'ordre du jour officiel de la conférence de Bakou est celle du financement de l'action climatique, et la discussion sur les sommes apportées



Réfugiés soudanais arrivant à Adré au Tchad.

par les pays riches, principaux responsables historiques et actuels de la crise climatique. Les entreprises du secteur énergétique, qui accompagnent les délégations diplomatiques, doivent saliver. Elles sont déjà riches, et elles se demandent combien de milliards elles arriveront à recycler dans les poches de leurs actionnaires sous couvert d'action climatique, de transition énergétique ou d'aide aux pays pauvres pour accéder au solaire ou à l'éolien.

Côté symbole, alors que la COP28 s'était déroulée à Dubaï chez les émirs du pétrole, la COP29 se déroule en Azerbaïdjan, un État dont le budget dépend pour moitié de l'exportation du

pétrole, sous la direction du ministre de l'Écologie azéri, un ancien de la compagnie pétrolière locale, la Socar, avec qui Total est en cheville. Les intérêts des pétroliers sont bien gardés.

La mascarade est tellement évidente qu'elle ne

peut même pas servir de publicité pour les responsables politiques. Aussi peu regardants qu'ils soient, Macron, Biden, Scholz et beaucoup d'autres ne se sont pas déplacés : c'est tout dire.

Serge Benham

Europe : tous d'accord pour préparer la guerre

Après l'élection de Trump à la Maison Blanche, Macron a joué au défenseur de l'Europe le 7 novembre devant la Commission politique européenne, une instance fantôme qu'il a créée lui-même en 2022 à partir de rien, après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

En difficulté pour exister sur la scène intérieure, occupée par les querelles de chapelle et les blocages institutionnels, le président français essaie d'exister sur la scène diplomatique. Appelant l'Europe à cesser d'être un « herbivore » pour devenir un « carnivore » dans la grande compétition mondiale, Macron, comme d'autres dirigeants, agite la menace d'un désengagement américain de l'OTAN, ce qui mettrait en péril la sécurité européenne. Outre le fait que l'OTAN n'a jamais défendu les intérêts des peuples mais ceux des capitalistes des nations les plus puissantes de l'Alliance, et avant tout ceux des États-Unis, ces derniers ne peuvent pas abandonner leur position dominante ni en Europe ni ailleurs. Cette domination militaire, industrielle, financière de l'impérialisme américain façonne la planète depuis les deux guerres mondiales. Et s'il y a un changement avec le retour de Trump au pouvoir, ce sera surtout parce qu'il veut que les États européens mettent

davantage la main au portefeuille. Mais, en réalité, tous les dirigeants occidentaux sont d'accord pour consacrer plus d'argent dans les années à venir à la production d'armements et à leurs budgets militaires.

L'Europe de la défense, dont parlent périodiquement les dirigeants européens, n'est que du vent. L'Union européenne n'a d'union que le nom : pour tout le reste, les intérêts des différents États qui la composent divergent, et ceux-ci se livrent une concurrence exacerbée par la crise.

Le seul bilan concret de l'Europe de la défense mise en avant par les politiciens français est pour l'instant d'alimenter les carnets de commandes déjà bien remplis des Dassault, Safran, Thales, MBDA et autres marchands de mort tricolores.

La sécurité des peuples, en Europe et ailleurs, ne peut être défendue que contre les États impérialistes et leurs armées, alliés ou en opposition les uns aux autres.

Camille Paglieri

Euronaval : Salon du prêt-à-bombarder

Euronaval, le Salon international annuel des matériels de marine militaire, a fermé samedi 9 novembre à Villepinte, en Seine-Saint-Denis.

Les deux tiers des 500 exposants étaient des industriels français, depuis les plus importants comme Naval Group, héritier des arsenaux de l'État, jusqu'aux plus modestes créateurs de drones. Ils écoulent aujourd'hui 70 % de leur production auprès de la marine nationale, aux dépens des budgets publics qui subventionnent également leurs frais de recherche et développement. Ces groupes militent évidemment, relayés par tous les amiraux, pour que le pays se dote d'un deuxième porte-avions, multiplie le nombre de ses frégates et renouvelle sa flotte de sous-marins. Le gouvernement leur prête une oreille attentive, augmentant chaque année le

budget militaire et celui de la marine. Ainsi, la loi de programmation militaire 2024-2030, qui prévoyait plus de 400 milliards d'euros de dépenses, est d'ores et déjà révisée à la hausse.

Ces industriels souhaitent également profiter de la croissance du marché mondial de l'armement et trouver de nouveaux clients pour leurs navires, radars, drones, missiles et autres engins de mort aussi sophistiqués que coûteux. Comme le dit benoîtement un de leurs représentants, il faut profiter de la « tendance porteuse du militaire » qui présente l'avantage de la production en série, du long terme et du paiement assuré.

Séparément chacun dans

son pays ou tous ensemble à Euronaval, les industriels, banquiers, ministres et amiraux prétendent justifier leurs dépenses extravagantes par la montée des tensions internationales. Mais qui donc provoque ces guerres sinon le système de domination des grandes puissances impérialistes, à la tête desquelles se trouvent les États-Unis ? Sur les 2 400 milliards des dépenses militaires mondiales en 2023, plus de 900 viennent des seuls États-Unis, partie prenante de tous les conflits, et une bonne partie du reste vient de leurs alliés, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, Italie, etc. C'est dans ces métropoles que prospèrent les parasites milliardaires et les boutefeux galonnés et c'est de ces fauteurs de guerre que vient le danger.

Paul Galois